

En couverture, jeudi, 8 novembre 2007, p. 14

Très chère nourriture : Pourquoi les prix de l'alimentation vont flamber

La **planète menacée** par la **crise alimentaire**

Scott Kilman

The Wall Street Journal (New York)

**Stimulée par les agrocarburants et la consommation asiatique, la demande de céréales est désormais supérieure à la production. Résultat : les prix explosent. Au détriment des plus pauvres.**

La hausse de la demande et des prix des produits agricoles qui assurent à l'humanité la moitié de ses besoins caloriques provoque les plus grands bouleversements qu'aient connus les marchés alimentaires mondiaux depuis trente ans. Du consommateur aux multinationales, en passant par les agriculteurs et les populations démunies du monde entier, tous en subissent les conséquences.

"Le temps des céréales bon marché est révolu", assène Dan Basse, président d'AgResource, une société d'analyse de Chicago spécialisée dans les matières premières agricoles. Cette année, les prix du maïs et du soja de l'Illinois ont respectivement augmenté de 40 % et de 75 % par rapport à 2006. Le prix du blé du Kansas a bondi d'au moins 70 %. Et un nombre croissant d'économistes et d'industriels de l'agroalimentaire estiment que cette flambée pourrait se prolonger pendant une décennie, entraînant dans son sillage les prix de tous les produits alimentaires. Par le passé, ce type d'augmentation était provoqué par des perturbations passagères de l'offre. Après une mauvaise récolte, les agriculteurs, soucieux de profiter de la hausse des prix induite, s'empressaient d'accroître les surfaces consacrées au produit en question, ce qui entraînait par la suite une baisse des cours. Mais l'inflation actuelle, qui a débuté il y a un an sur le marché à terme du maïs de la Bourse du commerce de Chicago, est bien différente.

Non seulement les cours du maïs restent élevés, mais la hausse s'est propagée à d'autres denrées comme l'orge, le sorgho, l'avoine, le riz, les pois, le tournesol, les lentilles, les oeufs et le fromage. En Géorgie, premier producteur de volailles des Etats-Unis, le prix de gros des poulets vendus par les abattoirs a progressé de 15 % depuis l'année dernière, pour atteindre un niveau record.

**Pour engraisser de 1 kg, une vache doit manger 3 kg de fourrage**

La nouveauté, c'est l'émergence de nouvelles sources de demande colossales. Outre les subventions du gouvernement américain incitant les entreprises à utiliser maïs et soja pour produire des carburants, la croissance économique, en Asie et en Amérique latine, permet à des centaines de millions de personnes d'accroître leurs dépenses alimentaires. Dans ces parties du monde, une classe moyenne grandissante consomme davantage de viande et de lait, ce qui génère une hausse de la demande de céréales pour l'alimentation du bétail. Aux Etats-Unis, il faut 3 kg de fourrage pour engraisser de 1 kg une vache à viande, et près de 2 kg pour un porc.

L'inversion de la courbe des prix des céréales, qui a longtemps été déclinante, pourrait avoir de lourdes conséquences sur la capacité de la planète à nourrir les pauvres. Les stocks mondiaux de céréales n'ont jamais été aussi bas depuis les années 1970 - époque à laquelle l'Asie faisait face à des pénuries alimentaires chroniques et où l'Union soviétique était brutalement devenue importatrice de céréales -, ce qui rend le monde plus vulnérable aux mauvaises récoltes. Et l'on ne sait pas exactement quelles surfaces supplémentaires pourraient être mises en culture ni dans quelle mesure les progrès des biotechnologies pourraient à l'avenir augmenter les rendements.

Les ménages américains, qui consacrent 9,9 % de leur revenu disponible à l'alimentation, subissent l'enchérissement des denrées alimentaires le plus rapide depuis dix-sept ans. Pour le consommateur, tout augmente : le yaourt comme le popcorn, les céréales du matin comme la barquette de frites au fast-food.

Mais le phénomène ne se limite pas aux Etats-Unis. Les Italiens s'indignent de la flambée du prix des pâtes [lire ci-contre] et les autorités mexicaines ont plafonné celui de la tortilla de maïs. Le Pakistan réduit ses exportations de blé pour tenter de contrer l'inflation des produits alimentaires et la Russie, préoccupée par la hausse du prix du pain, envisage de faire de même. De leur côté, les entreprises agroalimentaires se demandent comment elles vont pouvoir répercuter la hausse de leurs coûts sur les supermarchés et les chaînes de restaurants, car ces acteurs économiques ont prospéré et gagné en influence depuis la dernière hausse prolongée des prix de l'alimentation, dans les années 1970.

Aux Etats-Unis, les grands gagnants sont les Etats de la Farm Belt\* [la ceinture agricole], qui bénéficient d'une période d'expansion exceptionnellement longue au

moment même où l'économie américaine affronte la **crise** de l'immobilier. Le ministère de l'Agriculture prévoit pour 2007 une progression de 48 % du revenu agricole net des Etats-Unis, qui atteindrait le chiffre record de 87,1 milliards de dollars [60,4 milliards d'euros].

"L'autre jour, j'ai vendu mon blé 7 dollars [4,80 euros] le boisseau [27 kg]. Ça ne m'était encore jamais arrivé", raconte Doyle Johannes, héritier de quatre générations de céréaliers à Underwood, dans le Dakota du Nord. Les prix sont si élevés que, pour la première fois, il a pu s'acheter une moissonneuse-batteuse neuve, une Caterpillar de 250 000 dollars à commande électronique. Et la progression attendue des dépenses des agriculteurs pousse à la hausse le cours en Bourse de leurs fournisseurs, tels le fabricant d'équipements Deere & Co. ou le semencier Monsanto. Même si les producteurs américains de maïs s'attendent à une récolte record, la flambée des prix ne montre guère de signes de ralentissement. Les opérateurs des marchés à terme [sur lesquels le prix est fixé aujourd'hui, pour une livraison et un paiement effectués à une date ultérieure] font le pari que le cours du maïs, céréale omniprésente qui sert aussi bien à édulcorer les sodas qu'à donner du croustillant aux snacks, franchira la barre des 4 dollars en mars prochain et ne repassera pas en dessous avant 2010. Ces jours derniers, dans l'Iowa, il se vendait déjà 3,25 dollars le boisseau.

En 2007, pour la troisième année d'affilée, le monde devrait consommer davantage de céréales pour fabriquer du carburant et des aliments pour l'homme ou pour le bétail qu'il n'en produit. L'une des causes de ce déséquilibre se trouve en Chine, où l'explosion de la demande de lait a multiplié par trois le nombre de vaches laitières depuis dix ans. Par ailleurs, le pays abrite désormais la moitié de la population porcine mondiale et importe environ 13 % de la production américaine de soja pour engraisser son bétail. Pris au dépourvu par une hausse de près de 50 % des prix de détail du porc, Pékin verse des subventions généreuses à tout éleveur souhaitant augmenter sa production de viande porcine, la préférée des Chinois [lire p. 35].

Si la perspective d'une flambée prolongée obnubile les économistes, c'est que la chute du prix réel des céréales a longtemps été l'un des moteurs méconnus de l'économie mondiale. Grâce à l'amélioration continue des semences, aux engrais de synthèse et à un matériel agricole plus puissant, la productivité des agriculteurs occidentaux et asiatiques a augmenté bien plus vite que la population. En

conséquence, entre 1974 et ces dernières années, les cours du maïs et du blé, hors inflation, avaient chuté respectivement de 75 % et 69 %. Cette baisse des prix avait, entre autres, rendu la nourriture plus abordable pour les populations pauvres, et la proportion d'êtres humains souffrant de malnutrition dans le monde s'était réduite.

il faut aider l'Afrique à lancer enfin sa révolution verte

L'actuelle flambée céréalière modifie les préoccupations des pays en développement. Ces derniers ont longtemps protesté contre le préjudice causé à leurs agriculteurs par les généreuses subventions versées aux producteurs américains et européens, qui entraînaient des surproductions fatales pour les prix. Désormais, ils se demandent à quel point l'inflation des céréales érodera le pouvoir d'achat de leurs populations.

Quant aux organisations humanitaires, elles annoncent d'ores et déjà que leurs budgets d'aide **alimentaire** ne leur permettront plus d'acheter autant que par le passé [lire p. 30]. Or, sur les 850 millions de personnes mal nourries dans les pays les plus pauvres, environ 200 millions bénéficient de ce type d'assistance. "Ce qui m'inquiète le plus, c'est que nous allons perdre du terrain face à la faim", déplore Josette Sheeran, directrice exécutive du Programme **alimentaire** mondial des Nations unies. Face à cette menace, il est particulièrement urgent d'accentuer les efforts amorcés pour mettre fin aux pénuries alimentaires en Afrique subsaharienne, la seule région du monde où la famine s'aggrave. "Je crois que nous allons être confrontés à une **crise alimentaire**", estime l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan [président depuis le mois de juin de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique]. "C'est pourquoi nous [les Africains] devons vraiment prendre les choses en main et commencer à produire nous-même notre nourriture", ajoute le Ghanéen. Depuis son bureau genevois, il dirige la campagne financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation Rockefeller pour aider l'Afrique à lancer sa révolution agricole, comme l'ont fait, il y a plusieurs décennies, l'Asie et l'Amérique latine.

\* Qui comprend les Etats du Dakota du Nord, du Dakota du Sud, du Nebraska, du Kansas, de l'Indiana, ainsi que des parties du Minnesota, de l'Iowa, du Missouri, de l'Illinois, du Kentucky et de l'Ohio.

**Encadré(s) :**

**Risques géopolitiques**

Courrier international

La course aux agrocarburants constitue une menace pour la sécurité mondiale, estime

la Jane's Intelligence Review, publication spécialisée dans le domaine militaire. En réduisant les surfaces agricoles dédiées à l'alimentation humaine et en détournant une partie des ressources en eau, le développement de cette filière énergétique pourrait exposer les gouvernements à de graves troubles sociaux. Etats et groupes armés risquent en outre de se disputer localement le contrôle des territoires concernés, notamment en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines et en Colombie.

***© 2007 Courrier international. Tous droits réservés.***

Numéro de document : news-20071108-IL-79539